

■ TRAVAUX **vieux-lixheim**

Le premier rail de la LGV Est européenne

Le premier long rail soudé de 404 m a été posé hier sur la LGV Est européenne, à Vieux-Lixheim en direction de Baudrecourt. Le procédé est innovant.



La pose des longs rails soudés a commencé à Vieux-Lixheim sur 106 km de ligne entre Baudrecourt et Vendenheim. Les rails sont déchargés par un ensemble composé d'un wagon pousseur et d'une pelle de guidage. Photo Bruno ESTRADA

La seconde phase du chantier de la LGV Est européenne entre dans une dimension spectaculaire. Hier s'est déroulée sur le site de Vieux-Lixheim la pose du premier long rail de 404 m.

Le maître d'ouvrage, Réseau Ferré de France (RFF), dirige et finance le chantier. L'entreprise ETF a remporté le marché de pose des voies et caténaires. Selon une méthode australienne, on ne pose plus de voie provisoire avant la voie définitive. La voie est posée à l'avancement. Deux imposantes machines, des innovations conçues par ETF, entrent en action : une pondeuse qui répartit les traverses en béton (1 666 par kilomètre) de manière régulière sur la plateforme, et un pousseur qui décharge en simultané deux barres de longs rails soudés.

« Nous utilisons un nouveau type de traverses pour réduire les coûts de maintenance. Elles sont équipées de patins plus souples qui jouent un rôle d'amortisseurs. Le ballast s'usera moins et aura une durée de vie qui passe de 25 à plus de 30 ans », souligne Alain Cuccaroni, directeur du projet LGV Est pour RFF.

Avec le wagon pousseur, mis en service pour la première fois

en Europe, la méthode de pose des rails s'avère plus sûre. « Avant, on déchargeait à la goulotte avec un risque de rupture du rail. Aujourd'hui, on pousse le rail guidé avec une pelle et on le pose en toute sécurité sur les traverses », explique Jean-Damien Bierre, responsable des travaux pour ETF.

Pour le printemps 2016

Les rails (474 km) sont laminés à l'usine de Tata Steel à Hayange, acheminés à l'atelier SNCF de Saulon (Dijon) pour être soudés en barres de 404 m. Ils sont acheminés par train jusqu'à la base travaux de Réding, puis sur le chantier. Jusqu'ici, les délais et coûts du chantier (2 milliards d'euros HT) sont tenus pour une mise en service commerciale de la ligne au printemps 2016.

Cette seconde phase de la LGV Est européenne permettra de gagner 30 minutes sur les trajets Paris-Strasbourg, soit 1 heure 50 au lieu de 2 heures 20, d'assurer la liaison Luxembourg Strasbourg en 1 heure 25 contre 2 heures 10 actuellement, et d'améliorer les dessertes interrégionales.

Manuela MARSAC.

■ ÉCONOMIE

de plus en plus de contribuables, de moins en moins d'agents

Impôts : la tension monte des deux côtés du guichet

Alors que les mesures fiscales prises ces dernières années débouchent sur un afflux massif de nouveaux contribuables, les syndicats dénoncent le malaise social qui gangrène les agents, de moins en moins nombreux.

Amandine, 30 ans, sort dépitée du centre des finances publiques de Metz. « Mon salaire n'a pas augmenté. Mais mon impôt sur le revenu est passé de 1 218 à 1 309 €. On vient de me dire que ce n'était pas une erreur », souffle cette enseignante. Yvonne, qui sort juste derrière, tombe aussi de haut. Cette retraitée de 75 ans, qui touche 1 382 € net par mois avec sa retraite et la pension de son mari décédé, est sommée pour la première fois depuis quinze ans de payer des impôts : « Normalement, c'est 600 €. Là, je m'en sors avec 314 € parce que j'ai fait des travaux sur mes fenêtres. »

Selon les estimations de Bercy, 940 000 contribuables de plus ont été soumis à l'impôt sur le revenu l'an dernier. Et un million de foyers devraient suivre. Le chiffre de ceux qui voient leur imposition augmenter n'est pas connu.

Toutes ces nouveautés sont la conséquence de diverses mesures parmi lesquelles le gel du barème de l'impôt sur le revenu par rapport à l'inflation décidé par le gouvernement Fillon fin 2011 ; la création d'une tranche supplémentaire pour les revenus excédant 150 000 € par part ; la fin de la défiscalisation des heures supplémentaires ; le plafonnement du quotient familial donnant un avantage de 2 000 € à chaque demi-part supplémentaire ou le montant maximum de la déduction pour frais professionnels fixé à 12 000 €.

D'où cet afflux massif de contribuables en demande d'informations : « Ils arrivent en masse, parfois dans un état d'énervement avancé. Dans le même temps, nos agents se retrouvent face à des dispositifs très durs à assimiler et donc à



Au centre des finances publiques de Metz, de nombreux contribuables attendent chaque jour patiemment leur tour pour demander des renseignements ou des explications. Photo Maury GOLINI

expliquer. Tout cela crée un mal-être au travail qui devient prégnant », décrit Philippe Ostrogorski, secrétaire mosellan Solidaires finances publiques.

Au bord de la rupture

L'an dernier, l'administration fiscale a été en contact avec 32,7 millions de contribuables (au guichet, téléphone ou par mail), dont 17 millions sur les périodes d'échéances de septembre, octobre et novembre. Le

tout dans un contexte de suppressions de postes qui se poursuit.

« Depuis 2002, 21 % des effectifs ont disparu en Moselle et on tourne encore à trente suppressions par an », regrette Philippe Ostrogorski. Et de petites trésoreries de proximité disparaissent, comme prochainement à Delme.

Sylvain Collin, secrétaire adjoint du syndicat CFDT des finances de Lorraine, juge la

récente fréquentation importante des centres comme un « épiphénomène ». Ce qui ne l'empêche pas de dresser un tableau peu reluisant de la situation : « Entre 2008 et 2011, en Lorraine, 401 emplois ont été supprimés et on en est à plus de 1 500 sur dix ans. La charge individuelle de travail a augmenté, le personnel fait des heures supplémentaires non payées, n'a plus le temps de partir en formation, est doté

d'une infrastructure informatique qui ne suit pas et fait face à un management obnubilé par le diktat des statistiques. Cela pousse certains à devoir renier leur sens du service public et cela génère un stress de plus en plus lourd. Nous sommes au bord de la rupture. » Sollicitée hier, la direction régionale des finances publiques n'était pas disponible.

Philippe MARQUE.

■ ENTRE LES LIGNES

Nul !

« Un déni de démocratie ! », s'insurge Nadine Morano en évoquant le débat sur le Pacte Lorrain qu'animerait tout à l'heure, en préfecture, le chef de l'Etat. Le groupe UMP-Nouveau Centre et apparentés du conseil régional, que préside la Toulouise, considère en effet « comme juridiquement nul » le contrat par lequel Jean-Pierre Masseret a engagé la Lorraine à injecter 150 M€ d'ici à 2016 dans le Pacte signé avec l'Etat. Lequel met lui aussi 150 M€ au pot, afin de relancer la dynamique industrielle.

« Masseret aurait fait porter la mention, "sous réserve de validation par le conseil régional", le document n'aurait été qu'un acte d'intention, mais là, il s'agit d'un acte d'engagement », conteste Morano qui rappelle qu'aucune délibération n'a été votée en ce sens dans l'hémicycle lorrain.

L'ex-ministre sarkozyste somme ainsi Masseret, par voie d'avocat, de s'expliquer sur « cette violation flagrante des droits des conseillers régionaux ». Faute de quoi... faute de quoi, on se demande bien quoi ? Seule certitude, un tel couac perturbant jusqu'à la majorité régionale n'était pas nécessaire. Simplement, nul. X. B.

■ REPÈRES

Fessenheim pas démantelée avant 2018

La centrale nucléaire de Fessenheim (Haut-Rhin) peut encore être fermée dès la fin 2016, comme s'y est engagé le gouvernement, mais son démantèlement ne pourra pas commencer avant 2018, estime le délégué interministériel en charge de sa fermeture. « On n'est pas encore hors délai », même si EDF « tarde à transmettre un vrai dossier de fermeture », reconnaît Francis Rol-Tanguy. Une fois la centrale arrêtée, il faut laisser le combustible reposer avant qu'il puisse être transporté, souligne-t-il. « Cela demande au moins deux ans », ce qui signifie que « le démantèlement proprement dit ne pourra commencer qu'en 2018 ». Fessenheim et ses deux réacteurs de 900 MW est la seule des 19 centrales françaises dont François Hollande a annoncé la fermeture.

NE PASSEZ PAS A COTE DE CE QUI SE PASSE CHEZ VOUS

DES 10H15 SUR FRANCE 3 LORRAINE LES LUNDI, MARDI, JEUDI ET VENDREDI



3 lorraine
VOUS ÊTES AU BON ENDROIT

9h45 : LORRAINE MATIN
Présentation : Laurence Duvoid
10h15 : L'EDITION DE L'EMPLOI
Présentation : Katia Schmitt
10h30 : FLASH INFO